

Bureau de l'Information documentaire du CGDD

Bulletin de veille du CRDD

N° 01/ 2019

Avril 2019



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

**Le CRDD – Bureau de l'Information documentaire
Centre de ressources du développement durable**

Tour Séquoia 21.19
92055 La Défense cedex
Tél. : 01 40 81 17 93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Ouvert de 9h à 17h30

Son site internet

www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Vous y trouverez entre autres :

– le bulletin de veille

– la base Témis

- | | |
|---------------------|---|
| - 80 000 références | - d'études |
| | - d'ouvrages |
| | - de documents statistiques |
| | - Rapports de recherche du ministère |
| | - d'articles de presse spécialisée |
| - texte intégral | - d'une sélection d'études et de statistiques |

Tous les documents présentés dans le bulletin de veille sont disponibles au CRDD

Sommaire

OUVRAGES – ÉTUDES – ARTICLES

[Généralités](#)

Économie
Statistique

[Agriculture](#)

[Aménagement](#)

Aménagement du territoire
Urbanisme – Villes

[Développement durable](#)

[Énergie – Matières premières](#)

Politique de l'énergie

[Environnement](#)

Changement climatique
Économie de l'environnement
Milieu naturel
Politique de l'environnement
Pollution – Nuisances

[Santé](#)

[Société](#)

[Transport](#)

Transport routier de marchandises

SÉRIES STATISTIQUES – Mises à jour

[Généralités](#)

Économie

[Aménagement](#)

Construction – Logement

[Énergie – Matières premières](#)

Énergie fossile
Énergie renouvelable
Politique de l'énergie

Environnement

Changement climatique
Milieu naturel
Pollution – Nuisances

Transport

Automobile
Économie du transport
Logistique
Transport aérien
Transport de marchandises
Transport maritime – Port maritime
Transport routier de marchandises
Transport urbain

VIENT DE PARAÎTRE AU CGDD

Aménagement

Construction – Logement

Énergie – Matières premières

Énergie fossile
Politique de l'énergie

Environnement

Changement climatique
Droit de l'environnement
Économie de l'environnement
Milieu naturel

Prospective

Transport

Économie du transport
Logistique
Transport maritime – Port maritime
Transport routier de marchandises

OUVRAGES – ÉTUDES – ARTICLES

GENERALITES

- 23885 O'NEIL (C)
Algorithmes : la bombe à retardement.
Paris, Arènes (les), 2018 - 340 p.
Les algorithmes régulent peu à peu tous les domaines de la vie quotidienne : professionnel, sentimental ou encore financier. Cet ouvrage développe une réflexion sur l'évolution de la gestion des données personnelles et numériques, pour mieux appréhender les changements en cours dans la société.
- 23882 EPRON (B), VITALI ROSATI (M)
L'édition à l'ère du numérique.
Paris, Découverte (La), 2018 - 127 p.
col. : Repères n° 706
Le numérique est en train de remodeler l'ensemble du processus de production du savoir, de validation des contenus et de diffusion des connaissances. En cause : l'émergence de nouveaux outils et de nouvelles pratiques d'écriture et de lecture, mais aussi un changement de paradigme plus global que l'on pourrait qualifier de culturel. Ces mutations profondes interrogent sur l'avenir du livre, les modes d'accès à la connaissance, la légitimation des contenus en ligne et les droits d'auteur. Cet ouvrage propose un état des lieux de l'impact effectif des mutations technologiques sur l'édition, à partir de trois fonctions principales des instances éditoriales : la production des contenus, leur circulation et leur légitimation. Il combine une approche académique de compréhension des modèles, une observation empirique des pratiques et usages et une analyse des logiques stratégiques déployées dans ce secteur.
- 23879 BERTHOLET (C), LETOURNEAU (L)
Ubérisons l'Etat avant que d'autres ne s'en chargent.
Malakoff, Armand Colin, 2018 - 215 p., index
Face à la perte de souveraineté qu'entraîne l'hégémonie des géants du numérique américains, les auteurs appellent de leurs vœux un changement de culture de l'ensemble de la fonction publique pour qu'elle réponde mieux aux besoins de la société du XXIe siècle. La production des services publics doit davantage être décentralisée et reposer sur l'intelligence collective.
- 23880 BUFFAULT (N)
Utiliser les réseaux sociaux dans la Fonction publique.
Issy les Moulineaux, Gualino, Lextenso Editions, 2017 - 139 p., bibliogr.
col. : Fonction publique
Ce guide donne des clés pour mieux comprendre les enjeux de la présence d'une institution publique sur les réseaux sociaux et saisir le changement d'état d'esprit qui accompagne leur émergence. Il passe en revue onze réseaux sociaux pour montrer leur adaptation selon un objectif et une cible fixés.

ÉCONOMIE

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

Numéro spécial. Quel monde en 2019 ?

Alternatives économiques n° Hors série 116, graph., cartes
01/01/2019

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CONSEIL
ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Régulations commerciales et environnement. Quelle nouvelle cohérence ?

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/conseil-economique-developpement-durable#e2>

Synthèse du CEDD n° 35, p. 1-4

01/10/2018

24002

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
STIGLITZ (JE), FITOUSSI (JP), DURAND (M)

Beyond GDP. Measuring what counts for economic and social performance.

Paris, OCDE, 2018 - 143 p., graph., tabl., bibliogr., ann.

Ce rapport fait suite au rapport publié en 2008 intitulé « mismeasuring our lives : why GDP doesn't add up » dans lequel les auteurs s'attachent à démontrer que la dépendance excessive à l'égard du PIB de la performance économique ont induit en erreur les décideurs politiques qui n'ont pas su anticiper la crise de 2008. En se concentrant sur les mauvais indicateurs, les gouvernements ont fait des choix politiques inadéquats, avec des conséquences graves et durables pour de nombreuses personnes. Le PIB est l'indicateur économique le plus connu et le plus puissant du monde, mais il ne peut à lui seul suffire à décrypter l'état des pays et des sociétés. Il est nécessaire de développer des tableaux de bord d'indicateurs, précisant les bénéficiaires de la croissance, permettant de mesurer au mieux la qualité de vie, d'évaluer si la croissance est durable sur le plan environnemental, etc. Ce nouveau rapport examine les progrès réalisés au cours des 10 dernières années dans la collecte de données sur le bien-être et leur utilisation pour éclairer les politiques, il présente également les dernières conclusions des principaux économistes et statisticiens sur des questions relevant du programme plus vaste de définition et de mesure du bien-être.

24005

RAWORTH (K)

La théorie du Donut : l'économie de demain en 7 principes.

Plon, 2018 - 428 p., bibliogr., index, tabl.

L'auteure propose un nouveau modèle de l'économie associant une double dimension sociale et environnementale, pour lui permettre de relever les défis du XXIe siècle. À côté des concepts classiques de croissance, de marché et d'agents économiques, elle fait appel au facteur humain et aux préoccupations écologiques et montre la nécessité de renouveler les schémas-clés de l'économie.

STATISTIQUE

TOURNEUR (JC)

OIT : les statisticiens du travail du monde entier en congrès.

Enjeux AFNOR n° 391, p. 40-41

01/02/2019

AGRICULTURE

23988

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
HERVE (B), VIAL (AC)

L'innovation en agriculture.

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/linnovation-en-agriculture>

Paris, Journal officiel, 2019 - 81 p., ann., bibliogr.

col. : Avis et rapports n° 2019-1

L'agriculture a beaucoup évolué depuis le milieu du 20e siècle grâce en particulier au progrès scientifique et technique. Elle est aujourd'hui confrontée à des défis de tous ordres : climatique, économique, environnemental, social... Pour les surmonter, des solutions innovantes issues de la recherche mais aussi des agricultrices et des agriculteurs eux-mêmes doivent être mises en œuvre.

Après avoir analysé les grands défis de l'agriculture et présenté les différents types d'innovations mobilisables, l'avis formule des préconisations qui mettent les femmes et les hommes au cœur des changements à conduire et visent à assurer leur acceptation par la société.

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CONSEIL
ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Politique agricole commune et prix de l'environnement. Coût social des nuisances et rémunération des services rendus.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/conseil-economique-developpement-durable#e2>

Synthèse du CEDD n° 34, p. 1-8

01/10/2018

AMÉNAGEMENT

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

24016

COMITE POUR L'ECONOMIE VERTE

LOISIER (AC), PETEL (AL)

Les enjeux de l'artificialisation des sols : diagnostic.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/comite-leconomie-verte#e3>

Paris, 2019 - 45 p., ann.

L'artificialisation des sols a récemment émergé comme un enjeu majeur de politique publique, en lien notamment avec la prise de conscience des enjeux associés à la perte de biodiversité et aux conséquences du changement climatique. Ainsi, le plan Biodiversité de juillet 2018 annonce un objectif de zéro artificialisation nette à terme. Dans ce contexte, les ministres de la transition écologique et solidaire et de l'économie et des finances ont demandé au comité pour l'économie verte (CEV) d'examiner les enjeux de l'artificialisation des sols. À cette fin, un groupe de travail dédié a été créé, présidé par Madame la sénatrice Anne-Catherine Loisiier et Madame la députée Anne-Laurence Petel.

Ce premier avis tiré des travaux du groupe a pour objet de réaliser un état des lieux de l'artificialisation des sols en France : caractérisation du phénomène, identification de ses déterminants et éléments de références disponibles sur ses impacts, dispositifs actuels pour le maîtriser. Il insiste notamment sur le besoin de mise en cohérence des différentes dimensions de l'artificialisation. Le second avis qui suivra sera consacré aux recommandations du Comité.

URBANISME – VILLES

24000 MUZARD (F), ALLEMAND (S)
Le périurbain, espace à vivre.
Marseille, Parenthèses, 2018 - 277 p., ann., bibliogr.
col. : *Territoires en projet*

Après un développement continu des espaces périurbains français, la réglementation est venue encadrer l'étalement urbain. Cinq sites se sont portés volontaires pour réaliser un état des lieux de ces zones urbanisées situées en périphérie des villes. Cet ouvrage présente les réflexions menées sur le terrain et les enseignements issus de celles-ci, ainsi que les avantages du périurbain.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

23999 COMMISSION EUROPEENNE
Reflection paper towards a sustainable Europe by 2030.
http://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-701_en.htm
Bruxelles, Commission Européenne, 2019 - 131 p., ann., graph., tabl., web, bibliogr.

Ce document de réflexion publié par la Commission européenne intitulé « Vers une Europe durable à l'horizon 2030 » s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Union européenne (UE) à atteindre les objectifs des Nations Unies en matière de développement durable, notamment l'Accord de Paris sur le changement climatique. Ce document passe en revue l'ampleur des défis auxquels l'Europe est confrontée et présente des scénarii illustratifs pour l'avenir. Il a pour ambition de proposer une réflexion sur la meilleure manière d'atteindre les Objectifs de développement durable et sur la nécessité d'une contribution plus performante de l'Union Européenne d'ici 2030 sur ce sujet. S'appuyant sur une analyse de l'existant, ces scénarii soulignent la nécessité de prendre de nouvelles mesures si l'Union Européenne et le monde veulent assurer un avenir durable dans l'intérêt du bien-être des citoyens.

24010 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Coopération pour le développement 2018. Agir ensemble pour n'oublier personne.
<http://www.oecd.org/fr/cad/cooperation-pour-le-developpement-rapport-20747748.htm>
Paris, OCDE, 2018 - 507 p., ann., graph., bibliogr., tabl.

Lorsque les États membres des Nations Unies ont approuvé l'Agenda 2030 pour le développement durable en 2015, ils ont convenu que les objectifs et les cibles du développement durable devaient être atteints pour toutes les nations et tous les groupes de la société. Les gouvernements et les autres parties prenantes de l'agenda 2030 assument ainsi l'ambition de ne laisser personne de côté. Cette ambition apparaît de plus en plus souvent dans les politiques de développement, les priorités de la communauté internationale et les actions de plaidoyer de la société civile. Comment garantir, dans les faits, que personne ne soit laissé de côté ? Les décideurs politiques, la société civile et les entreprises demandent plus de clarté. Concrètement, qu'est-ce que cela implique pour la conception et la mise en œuvre des politiques économiques, sociales et environnementales ? Comment adapter les politiques de coopération au développement, la programmation et les mécanismes de responsabilisation ? Qu'est-ce que les gouvernements, les partenaires au développement et la communauté internationale devraient faire différemment pour que la poursuite des objectifs de développement durable améliore la vie de tous, et en premier lieu celle des plus défavorisés ? Le Rapport Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne répond à ces questions et à bien d'autres. Il s'appuie sur les données les plus récentes pour montrer ce qu'être « laissé de côté » veut dire. Tout en adoptant un large éventail de perspectives, l'ouvrage tire les leçons des politiques publiques, des pratiques et des partenariats qui fonctionnent le mieux. Il propose un cadre d'action holistique et innovant pour garantir que les politiques et les outils de coopération au développement soient à la hauteur de l'enjeu : n'oublier personne.

ÉNERGIE – MATIÈRES PREMIÈRES

POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

- 24004 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
DUVAL (G), LANDRIOT (J)
Avis du CESE sur l'article 1er du projet de loi relatif à l'énergie.
Fiche de synthèse.- 2 p.
<https://www.lecese.fr/content/le-cese-adopte-son-avis-article-1er-du-projet-de-loi-relatif-lenergie>
Paris, Journal officiel, 2019 - 47 p., ann.
col. : Avis et rapports n° 2019-05
- Par la saisine du gouvernement au sujet de l'article premier du futur projet de loi relatif à l'énergie, le CESE rappelle dans un premier temps la nécessité pour les pouvoirs publics de fournir à tous les acteurs, (ménages, entreprises, collectivités et autres acteurs publics) un cadre, tant en termes d'objectifs que d'outils de politique publique. Celui-ci doit leur permettre de réaliser les investissements indispensables pour que le pays tienne ses engagements européens et internationaux engagés à l'occasion de l'Accord de Paris conclu en 2015. Par ailleurs, les préconisations du CESE portent notamment sur la révision de plusieurs objectifs à moyens terme de la politique climatique française inscrite dans la LTECV et visent à remplacer de manière drastique la division des émissions de gaz à effet de serre, à diminuer la consommation des énergies fossiles, à renforcer les économies d'énergie et à réduire de manière significative la part du nucléaire dans le mix énergétique.*
- 24022 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
DUVAL (G), CHARRU (M)
Climat-énergie : la France doit se donner les moyens. Avis sur les projets de Stratégie nationale bas-carbone et de Programmation pluriannuelle de l'énergie.
Synthèse.- 2 p.
<https://www.lecese.fr/travaux-publies/comment-acceler-er-la-transition-energetique-avis-sur-la-mise-en-oeuvre-de-la-loi-relative-la-transition-energie-0>
Paris, Journal officiel, 2019 - 89 p., ann.
- La crise sociale d'ampleur inégalée a rappelé combien l'articulation entre transition énergétique et justice sociale reste délicate. C'est dans ce contexte que les projets de Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) pour 2019-2033 et de Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) sont soumis au débat. Ces textes doivent fournir à tous les acteurs un cadre stable leur permettant d'investir massivement dans la transition énergétique. Dans cet avis, le CESE note tout d'abord l'important retard pris lors de la première période de programmation 2015-2018. Malgré cela, il salue l'objectif de « neutralité carbone » à l'horizon 2050 fixé par le nouveau projet de Stratégie nationale de bas-carbone. Mais, pour que la France puisse atteindre ces objectifs ambitieux, il faut qu'elle engage des moyens à la hauteur des enjeux, qu'elle définisse un cadre plus clair et plus stable pour favoriser la transition énergétique et qu'elle articule mieux les différents niveaux d'action pour une plus grande efficacité et une meilleure appropriation.*
- 24018 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, COMMISSION NATIONALE DU DEBAT PUBLIC
ARCHIMBAUD (J), ABBED (M), AUGAGNEUR (F), CHEVALLIER (D), SAINT PULGENT (N DE), HELAS (JF), JARRY (I), ROUDIER (J)
Débat public. Programmation pluriannuelle de l'énergie. Compte rendu.
<https://ppe.debatpublic.fr/>
Paris, CNDP, 2018 - 202 p., ill.
- La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est un outil de pilotage de la politique énergétique qui couvre deux périodes successives (2019-2023 et 2024-2028). Créée par la loi de transition énergétique pour la croissance verte (TECV) en 2015, elle traduit les orientations et priorités d'action des pouvoirs publics pour la gestion de l'ensemble des formes d'énergie sur le territoire métropolitain continental.*

Les nouvelles dispositions légales issues de l'ordonnance du 3 août 2016 prévoient que la Cndp soit saisie des plans ou programmes soumis à évaluation environnementale, dont la PPE. Le Ministère de la Transition écologique et solidaire a donc saisi la Cndp le 10 août 2017 pour l'organisation de ce débat public qui a porté sur la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie pour les périodes 2019-2023 et 2024-2028. La PPE exprime les orientations et priorités d'action des pouvoirs publics pour la gestion de l'ensemble des formes d'énergie sur le territoire, afin d'atteindre les objectifs de la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015.

ENVIRONNEMENT

23993

Nations Unies Organisation internationale des migrations

La migration et le Programme 2030. Un guide à l'usage des praticiens.

Migration and the 2030 agenda. A guide for practitioners.

Genève, Organisation internationale pour les migrations, 2018 - 153 p., ann., bibliogr., photogr.

Ce guide est publié par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), agence intergouvernementale des Nations unies. Son objectif est d'aider les décideurs politiques à intégrer les migrations à leurs plans de développement aux échelles locale et nationale. Il s'adresse à la fois à ceux qui travaillent déjà sur les migrations et à ceux qui souhaitent se saisir du sujet, en leur expliquant l'utilité du nouveau cadre apporté par l'Agenda 2030.

La première section présente les liens directs et indirects entre les migrations et l'Agenda 2030 pour identifier facilement les aspects des Objectifs de développement durable (ODD) pertinents. La deuxième section propose des orientations opérationnelles et des processus concrets de mise en œuvre des ODD qui concernent les migrations. Les cadres proposés sont à adapter aux spécificités nationales ou locales.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

23884

PLANTE ET CITE

DELDUC (P), JOUZEL (J), DAVID (B), BOITHIAS (L), BOUDES (P)

S'adapter aux changements climatiques. Mener la transition avec la nature en ville.

Angers, Plante et Cité, 2018 - 67 p., bibliogr., photogr.

Les villes sont au cœur des enjeux liés aux changements climatiques. La multiplication des événements extrêmes et des risques environnementaux, sanitaires et sociaux fait des solutions fondées sur la nature des stratégies sans regrets. Mais comment mener cette transition vers une ville verte et résiliente ?

A partir de l'expertise acquise par Plante & Cité et de témoignages de scientifiques et de praticiens, ce recueil d'articles dresse un état des connaissances et propose des leviers d'actions pour envisager, aujourd'hui et ensemble, des solutions d'adaptation pour le long terme.

MEJEAN (A)

La délicate évaluation des dommages climatiques.

Recherche (La) n° 544, p. 49-52

01/02/2019

VINCENT (C), FOUCART (S), LAURENT (E), JOIGNOT (F), DUPONT (M)

Climat 2019 : Action !

Monde n° 23012

05/01/2019

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
Après la réforme du marché européen du carbone, la réforme du prix-plancher reposée, notamment au-delà de 2023.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/conseil-economique-developpement-durable#e2>

Synthèse du CEDD n° 36, p. 1-6

01/12/2018

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

SAUJOT (M), BERGHMANS (N), CHANCEL (L)

Après le gel de la taxe carbone, quelles priorités pour la transition écologique ?

Propositions IDDRI n° 01, p. 01-04

01/03/2019

HOURCADE (JC)

Comment financer la transition énergétique.

Recherche (La) n° 544, p. 53-57

01/02/2019

23991

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

DUVAL (G), MUSSOT (P)

Demain la finance durable. Comment accélérer la mutation du secteur financier vers une plus grande responsabilité sociale et environnementale ?

Résumé.- 4 p.

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/demain-la-finance-durable-comment-accelerer-la-mutation-du-secteur-financier-vers-une-plus-grande-responsabilite>

Paris, Journal officiel, 2019 - 99 p., graph., tabl., ann.

col. : *Avis et rapports* n° 2019-04

Pour faire face à l'urgence de résoudre la double crise écologique et sociale que connaît la planète alors que la politique de court-terme suivie par de nombreux acteurs financiers n'y est guère favorable. Il incombe de réorienter l'action de l'ensemble du secteur financier de façon à ce qu'il contribue davantage à construire un futur soutenable. Ce mouvement est déjà engagé à travers des approches d'investissement socialement responsable (ISR), de finance solidaire et de finance verte. Pour autant, les outils déployés (labels, notations, rapports, taxonomie, etc.) n'ont pas encore toujours la qualité et la fiabilité nécessaires pour donner confiance aux épargnants et aux acteurs financiers. De plus, si des progrès significatifs sont enregistrés du côté de la finance verte, la prise en compte des problématiques sociales, sociétales et de gouvernance semble peu avancée. Pour accélérer cette mutation, le CESE préconise d'adapter le cadre réglementaire en France et en Europe et de réorienter l'épargne vers des investissements socialement responsables de long terme, via notamment des avantages fiscaux accordés aux produits labellisés ISR ou le soutien au financement ISR de projets territoriaux et des PME. Il préconise enfin de responsabiliser davantage les instances dirigeantes des entreprises financières sur ces sujets en y associant les IRP (institutions représentatives du personnel).

24001

COMMISSARIAT GENERAL A LA STRATEGIE ET A LA PROSPECTIVE

QUINET (A), LE HIR (B), MESQUI (B), POMMERET (A), COMBAUD (M)

La valeur de l'action pour le climat. Une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements et les politiques publiques.

Dossier de présentation.- 11 p.

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/de-laction-climat>

Paris, France Stratégie, 2019 - 187 p., graph., tabl., ann., bibliogr.

col. : *Avis et rapports*

Donner une valeur socioéconomique à l'action engagée pour le climat est une condition essentielle de la transition écologique. Ce rapport, fruit des travaux de la Commission présidée par Alain Quinet, propose une nouvelle trajectoire de la valeur tutélaire du carbone.

Celle-ci est revue en hausse, reflétant l'importance du chemin à parcourir pour sortir des énergies fossiles et atteindre la neutralité carbone. Une valeur plus élevée a pour effet d'élargir le périmètre des actions sectorielles et des investissements publics pertinents dans la lutte contre le changement climatique.

24009

INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS, TERRA NOVA
GUILLOU (A), PERRIER (Q)

Climat et fiscalité : trois scénarios pour sortir de l'impasse.

<https://www.i4ce.org/download/climat-et-fiscalite-trois-scenarios-pour-sortir-de-limpasse/>

Paris, I4CE, 2019 - 17 p., graph.

Cette étude conjointe réalisée par les centres de réflexion I4CE et Terra Nova propose trois scénarios pour enrayer la crise sociale en France remettant fortement en cause la fiscalité écologique et notamment la « taxe carbone ». Pour faire accepter la contribution climat énergie (CCE – nom officiel de la taxe carbone) aux consommateurs français, les deux organismes insistent sur une « exigence » : que les recettes issues de cet impôt – 6,4 milliards d'euros en 2017 et 9,2 milliards d'euros en 2018 – soient « exclusivement » réservées aux ménages modestes et/ou aux « investissements dans l'efficacité énergétique » et « les politiques de mobilité propre ». Ils préconisent que l'État fasse preuve de transparence sur l'utilisation des recettes de la taxe carbone afin qu'elle soit affectée aux objectifs poursuivis en cohérence avec les contraintes écologiques et proposent une baisse des prélèvements obligatoires pour redémarrer une trajectoire carbone jugée indispensable pour changer les comportements des consommateurs. Enfin, les secteurs de l'aviation et de transport (routier et non-routier) exemptés de toute fiscalité énergétique, seraient appelés à faire des efforts significatifs en ce sens.

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Un signal-prix fiscal pour refléter le coût social des atteintes à l'environnement. Quelle éco-tarifification pour la transition écologique et solidaire ?

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/conseil-economique-developpement-durable#e1>

Références économiques pour le développement durable n° 39, p. 1-9, graph.
01/12/2018

23992

ZAOUATI (P)

La finance verte commence à Paris.

Paris, Rue de l'Echiquier, 2018 - 99 p.

Suite au Brexit et aux incertitudes qu'il suscite, de nombreuses entreprises et institutions envisagent de quitter Londres. Dans ce contexte, Paris a toute la latitude pour devenir un acteur incontournable de la finance verte. Aussi, l'auteur étudie-t-il ses capacités à accueillir les investisseurs étrangers sur le marché de la finance climatique, des obligations vertes et du développement économique à basse empreinte carbone. Il identifie quelques objectifs à atteindre, tels que la réactivation des engagements pris lors des accords de Paris.

23994

Finance for Tomorrow by Paris Europlace
ZAOUATI (P), CHENOST (C), QUERU (G)

Emergence d'une classe d'actifs du capital naturel et de la biodiversité. Cartographie des acteurs français.

<https://financefortomorrow.com/>

Paris, Finance for tomorrow by Paris Europlace, 2018 -

« Finance for Tomorrow » est une initiative portée par Paris Europlace et les acteurs de la Place de Paris pour promouvoir la puissance de l'écosystème français en matière d'investissement responsable et de finance verte. « Finance for tomorrow » a financé un groupe de travail sur le capital naturel et la biodiversité. Le secteur du financement du capital naturel est naissant et composé d'acteurs qui ne réalisent pas faire partie d'une même industrie.

Les acteurs économiques maîtrisent les connaissances techniques pour préserver la biodiversité et pour structurer des projets viables sur le long terme. Il faut désormais soutenir leur capacité à déployer leurs initiatives pour réussir à changer le paradigme de gestion des ressources naturelles. L'objectif de cette cartographie des acteurs français du capital naturel et de la biodiversité est d'améliorer la lisibilité du secteur pour soutenir l'émergence d'une classe d'actifs. Il vise à recueillir les informations disponibles et à définir des typologies, une première étape essentielle pour favoriser les synergies entre les acteurs. Enfin, « Finance for Tomorrow » cherche à promouvoir des solutions de financement et à construire un bilan de rentabilité et d'impact.

23998

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Global material resources outlook to 2060. Economic drivers and environmental consequences. Highlights.

Paris, OCDE, 2018 - 23 p., graph., fotogr., bibliogr.

Ce rapport présente des projections globales sur l'utilisation des matériaux et leurs conséquences sur l'environnement, en fournissant une perspective quantitative à l'échelle mondiale, sectorielle et régionale pour 61 matériaux différents (ressources en biomasse, combustibles fossiles, métaux et minéraux non métalliques). Il explique les facteurs économiques déterminant le découplage de la croissance économique et de l'utilisation de matériaux, et évalue comment les changements prévus dans l'activité économique sectorielle et régionale influencent l'utilisation de différents matériaux. Les projections incluent à la fois des matières premières et des matières secondaires, ce qui permet de mieux comprendre ce qui motive les synergies et les compromis entre extraction et recyclage. Le rapport prévoit un doublement de l'utilisation des matières premières dans le monde d'ici 2060. La croissance démographique, liée au revenu par habitant, est le moteur de la croissance de l'utilisation des matériaux. Toutefois, les changements structurels, en particulier dans les pays non membres de l'OCDE, et les améliorations technologiques freinent partiellement cette croissance. Les métaux et les minéraux non métalliques devraient croître plus rapidement que les autres types de matériaux.

MILIEU NATUREL

24007

KARIMI (B), CHEMIDLIN PREVOST BOURE (N), DEQUIEDT (S), TERRAT (S), RANJARD (L)

Atlas français des bactéries du sol.

Meze, Hérault, Biotope, Muséum national d'histoire naturelle, 2018 - 191 p., cartes, fotogr., graph., bibliogr.

Cet atlas recense les communautés bactériennes présentes dans les sols de France, dont l'importance est cruciale pour leur qualité et leur fertilité, à partir des dernières techniques de pointe de séquençage d'ADN. Graphiques, cartes et tableaux présentent leurs caractéristiques ainsi que leur distribution géographique.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

24003

BERNY (N)

Défendre la cause de l'environnement. Une approche organisationnelle.

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019 - 298 p., index, bibliogr.
col. : Res Publica

Cet ouvrage remet en cause une lecture persistante dans la sociologie de l'action collective qui voit dans les organisations et leur développement une convergence des modes d'action, de fonctionnement et des valeurs. En portant l'analyse du changement au cœur de celles qui ont fait de l'environnement une cause à défendre, il démontre au contraire la remarquable continuité qui caractérise leurs trajectoires respectives. La comparaison couvre cinq organisations : les Amis de la Terre, France Nature Environnement, Greenpeace, la Ligue pour la protection des oiseaux et le WWF France.

POLLUTIONS – NUISANCES

- 24023 SLAMA (R), BRUZAUD (S), FILLION (E), DEBROISE (A), HUYGHE (C), KLINGLER (C), POULENARD (J), SABATIER (P), TORNAY (D)
Dossier. Pesticides, particules fines, perturbateurs endocriniens...Ces molécules qui nous empoisonnent. Les solutions des scientifiques.
Paris, La recherche, 2019-03-01 - 98 p., fotogr., ill., cartes
Recherche (La) (Hors série)
- Particules fines, perturbateurs endocriniens, pesticides, médicaments...Cet ouvrage revient sur les conséquences sanitaires des différents polluants qui nous entourent et leur impact sur l'organisme, dès leur conception. Il rappelle que la pollution due à notre mode de vie cause des ravages sur l'environnement et, in fine, sur notre santé. Véhicules hybrides ou tout électriques, biokérosène, bioplastique, carburant solaire, des solutions se profilent à plus ou moins long terme pour tenter de remplacer les ressources fossiles. Elles sont toutefois tributaires d'un changement de politique et d'investissement. Cet ouvrage fait également le point sur les avancées significatives et les solutions proposées par la science en la matière.*
- 23886 ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE, MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE
ROUSSEL (FX), GHORRA GOBIN (C), SCARWELL (HJ)
Habiter la ville.
Paris, APPA, 2018 - 230 p., bibliogr., fotogr., graph.
Pollution Atmosphérique (237-238)
- Ce numéro de la revue Pollution Atmosphérique propose à une trentaine de chercheurs et de professionnels, venant d'horizons variés, de contribuer à énoncer quels sont les grands défis auxquels sont confrontées les villes appelées à construire le monde de demain habitable et durable.*
- Partie I : Quelques constatations sur l'hétérogénéité du fait urbain.
 - Partie II : L'écologie urbaine une révolution sur le temps long.
 - Partie III : La ville en mouvement.
 - Partie IV : Habiter la ville : une qualité de vie.

SANTÉ

- 23985 HAUT CONSEIL DE LA SANTE PUBLIQUE
Analyse critique du projet de Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens 2 (SNPE2) et proposition d'indicateurs de résultats.
<https://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/194000009-analyse-critique-du-projet-de-strategie-nationale-sur-les-perturbateurs-endocriniens-2?xtor=EPR-526>
Paris, Haut conseil de la santé publique, 2018 - 148 p., ann., bibliogr.
col. : Avis et rapports
- La demande reçue par le Haut conseil de la santé publique concerne la formulation d'un avis sur le projet de la deuxième Stratégie Nationale sur les Perturbateurs Endocriniens (SNPE2), ses propositions d'action ainsi que leurs indicateurs de résultats attendus et le suivi de ces derniers. Elle appelle à une réflexion sur l'élaboration de cette stratégie et les fondements des actions proposées. A la suite du rapport des inspections générales de la santé, de l'agriculture et du développement durable, trois groupes de travail ont été chargés d'élaborer des propositions d'actions qui ont servi de support aux ministères des solidarités et de la santé, et de la transition écologique et solidaire pour élaborer cette SNPE2. Dans cette note, le HCSP s'intéresse à la cohérence de l'ensemble des actions qui doivent constituer, selon le terme retenu, une « stratégie nationale », notamment au regard des différents plans et politiques publiques déjà engagés ; il s'interroge aussi sur les perspectives de mise en oeuvre effective des actions énoncées et, à terme, de leur évaluation.*

- 23883 ATLAN (H)
Cours de philosophie biologique et cognitiviste. Spinoza et la biologie actuelle.
Paris, Odile Jacob, 2018 - 635 p., index, bibliogr.
- Médecin, biologiste et philosophe, l'auteur s'appuie sur la philosophie de Spinoza et ses théories présentes dans l'Ethique pour comprendre les neurosciences et la neurobiologie contemporaine.*

SOCIÉTÉ

- 24011 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
BADRE (M), GILLIER (D)
Fractures et transitions : réconcilier la France.
<https://www.lecese.fr/travaux-publies/fractures-et-transitions-reconcilier-la-france>
Paris, Journal officiel, 2019 - 132 p., ann.
col. : Avis et rapports n° 2019-06
- Devant l'ampleur des fractures sociales, le CESE a souhaité exprimer son avis sur les orientations à prendre conformément à son positionnement spécifique et à une méthodologie innovante. Cet avis résulte des travaux d'une commission temporaire constituée de membres de tous les groupes du CESE, s'appuyant sur la contribution d'un groupe citoyen de 28 personnes, celle de chacune des 12 formations de travail du CESE et leurs travaux antérieurs, et une plateforme de consultation. Après un état des lieux des fractures qui minent la France et des transitions en cours, le présent avis propose l'élaboration d'un pacte productif, social et écologique et présente 20 préconisations qui touchent tant au contenu des décisions (Que faire ?) qu'à la manière d'y associer les citoyennes et citoyens (Comment le faire ?).*
- 24006 SERVIGNE (P), STEVENS (R), CHAPELLE (G)
Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre).
Paris, Seuil, 2018 -
col. : Anthropocène
- Réflexion sur la façon dont le monde pourrait réussir à survivre malgré le changement climatique et la fin du monde industriel tel que nous le connaissons. L'horizon se trouve désormais au-delà : imaginer la suite, tout en se préparant à vivre des années de désorganisation et d'incertitude. Cet ouvrage interpelle sur plusieurs questions : qui est prêt à cela ? Est-il possible de se remettre d'un déluge de mauvaises nouvelles ? Peut-on simplement se contenter de vouloir survivre ? Comment se projeter au-delà, voir plus grand, et trouver des manières de vivre ces effondrements ? Les auteurs montrent qu'un changement de cap ouvrant à de nouveaux horizons passe nécessairement par un cheminement intérieur et par une remise en question radicale de notre vision du monde.*

TRANSPORT

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

- 23881 FEDERATION NATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS, BANQUE DE FRANCE
Les entreprises de transport routier de marchandises français. 10 ans de mutation.
Paris, FNTR, 2018 - 121 p., graph., tabl.
- La présente étude dresse le bilan économique et financier du transport routier de marchandises (TRM) français pour compte d'autrui de 2007 à 2016. son approche est hybride, et se situe entre les visions purement macro-économique et micro-économique : elle s'intéresse en effet aux moyennes sectorielles de chaque indicateur économique et financier utilisé dans la gestion des affaires par l'entreprise.*

Ces valeurs sectorielles moyennes d'indicateurs micro-économiques, calculées pour l'ensemble des entreprises d'un échantillon représentatif, caractérisent une situation d'entreprise théorique de référence, à laquelle chaque entreprise du secteur peut ensuite comparer ses propres données.

Le présent panorama sectoriel n'a donc pas pour objectif de représenter de manière exhaustive la diversité des situations des entreprises du TRM français, mais plutôt d'analyser les tendances moyennes les plus significatives, et les grandes mutations économiques vécues par les entreprises du secteur au cours de la dernière décennie.

SÉRIES STATISTIQUES – Mises à jour

GENERALITES

ÉCONOMIE

- 16088 ALTERNATIVES ECONOMIQUES, OBSERVATOIRE FRANCAIS DES CONJONCTURES ECONOMIQUES
L'économie en 2019.
Les chiffres de l'économie 2019.
Paris, Alternatives économiques, 2019 - 80 p., bibliogr., tabl., graph., web, index
Alternatives économiques (112 et 117 HS)
- 22245 PREMIER MINISTRE Service d'information du gouvernement
Les nouveaux indicateurs de richesse. 2018.
<https://www.gouvernement.fr/le-rapport-2017-sur-les-indicateurs-de-richesses>
Paris, Premier Ministre, 2019 - 108 p., graph., tabl.
- La loi du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques prévoit la remise d'un rapport annuel du Gouvernement au Parlement présentant l'évolution de ces nouveaux indicateurs. Ce premier rapport identifie dix nouveaux indicateurs pour compléter le PIB : taux d'emploi, effort de recherche, endettement, espérance de vie en bonne santé, satisfaction dans la vie, inégalités de revenus, pauvreté en conditions de vie, sorties précoces du système scolaire, empreinte carbone, artificialisation des sols. Le rapport présente par ailleurs une évaluation qualitative ou quantitative de l'impact des principales réformes engagées l'année précédente et l'année en cours et de celles envisagées pour l'année suivante, notamment dans le cadre des lois de finances, au regard de ces indicateurs et de l'évolution du PIB.*

AMÉNAGEMENT

CONSTRUCTION – LOGEMENT

- 22519 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques,
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au quatrième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 170 - mars 2019.
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au troisième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 164 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture-de-limmobilier-resultats-au-quatrieme-trimestre-2018>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 7 p., graph.
col. : DATALAB Essentiel - Logement-Construction
- 22847 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Le parc locatif social au 1er janvier 2018.
DATALAB Essentiel n° 160 - novembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-locatif-social-au-1er-janvier-2018>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 11 p., cartes, tabl., graph.
col. : DATALAB Essentiel - Logement-Construction

ÉNERGIE – MATIÈRES PREMIÈRES

- 22525 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture énergétique. Quatrième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 167 - février 2019.
Conjoncture énergétique. Troisième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 158 - novembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture-energetique-trimestrielle-quatrieme-trimestre-2018?rubrique=&dossier=191>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 10 p., graph., tabl., lexique
col. : DATALAB Essentiel - Energie
- 21561 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan énergétique de la France pour 2017.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-pour-2017>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 175 p., tabl., graph., ann., lexique
col. : DATALAB - Energie
- Le bilan de l'énergie présente les flux des différents produits énergétiques de la France pour une année donnée : approvisionnement national, activité de transformation, consommation finale tant pour les activités énergétiques que non énergétiques. Il analyse le contexte économique et énergétique, la demande d'énergie primaire, la production et les échanges extérieurs, la transformation et l'acheminement d'énergie, la consommation par énergie et par secteur, l'intensité énergétique, les émissions de CO₂, la facture énergétique. Le taux d'indépendance énergétique recule d'un demi-point en 2017, à 53 %. En effet, la production primaire baisse en raison du repli de la production nucléaire et hydraulique, tandis que la consommation primaire est stable. Corrigée des variations climatiques, celle-ci croît légèrement, tirée par la hausse de la consommation finale de 1,5 %. Cette dernière augmente notamment dans les transports, malgré la baisse de la consommation de gazole, dans le tertiaire et dans le résidentiel, à climat constant. En revanche, elle continue à baisser dans l'industrie. Les ménages, entreprises et administrations ont, au total, dépensé 154 Md€ pour leur consommation d'énergie, dont 69 Md€ correspondent à la rémunération d'activités nationales, 50 Md€ aux taxes et 35 Md€ aux importations nettes de produits énergétiques. L'énergie représente 8,5 % du budget des ménages. Cette part augmente de 0,2 point en 2017, en raison principalement de la hausse des prix des carburants.*
- 23539 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan énergétique de la France métropolitaine en 2017. Données définitives. DATALAB Essentiel n° 162 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-en-2017-synthese>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 1-4
col. : DATALAB Essentiel - Energie

ÉNERGIE FOSSILE

- 22907 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Les ventes de produits pétroliers en 2017. Résultats par produit et par département (France métropolitaine).
DATALAB Essentiel n° 159 - novembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-ventes-de-produits-petroliers-en-2017-resultats-par-produit-et-par-departement-france>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 4 p., tabl., cartes
col. : DATALAB Essentiel - Energie.

ÉNERGIE RENOUVELABLE

- 20102 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, CAISSE DES DEPOTS, FEDERATION NATIONALE DES COLLECTIVITES CONCEDANTES ET REGIES OBSERVATOIRE DES ENERGIES RENOUVELABLES
Le baromètre 2018 des énergies renouvelables électriques en France.
http://www.energies-renouvelables.org/observ-er/html/energie_renouvelable_france.asp
Paris, Observ'er, 2018 - 177 p., cartes, tabl., web, graph., lexique
- Ce document réunit un ensemble d'indicateurs énergétiques et d'agrégats socio-économiques et industriels qui présentent une photographie hexagonale détaillée de toutes les filières renouvelables électriques. Chaque filière traitée est présentée sous forme d'une fiche synthétique. On y retrouve les énergies renouvelables électriques les plus développées comme l'éolien, le photovoltaïque, l'hydraulique, la biomasse solide, le biogaz et l'incinération des déchets mais également les secteurs en devenir comme la géothermie, les énergies marines et l'héliothermodynamique. Une synthèse comparée des objectifs pour 2020 des schémas régionaux climat, air, énergie des vingt-deux régions est présentée depuis l'édition 2012.*

POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

- 23833 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Les dépenses publiques de recherche et développement (R&D) en énergie en 2017. Rebond des moyens alloués à la recherche sur le nucléaire.
DATALAB Essentiel n° 166 - février 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-depenses-publiques-de-r-et-d-en-energie-en-2017-rebond-des-moyens-alloues-la-recherche-sur-le>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 4 p.
col. : DATALAB Essentiel - Energie

ENVIRONNEMENT

CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 17567 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT, OBSERVATOIRE NATIONAL SUR LES EFFETS DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, CAISSE DES DEPOTS Climat Recherche, INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS
Chiffres clés du climat France, Europe et Monde.- Édition 2019.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2764/1072/chiffres-clés-climat.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 79 p., tabl., cartes, graph., lexique
col. : DATALAB - Climat
- Cette publication a pour ambition d'informer sur le réchauffement climatique, ses mécanismes, ses causes et effets ainsi que sur les dispositifs internationaux mis en place pour le circonscrire.*
Édition 2019 : cette version a été actualisée et enrichie par une analyse sur la tarification du carbone comprenant l'ajout de données sur les revenus issus de la tarification du carbone dans le monde.

MILIEU NATUREL

- 23887 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE, OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA BIODIVERSITE
Biodiversité. Les chiffres clés - Édition 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2764/488/biodiversite-chiffres-cles-edition-2018-1.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 90 p., cartes, graph., ann., lexique
col. : DATALAB - Biodiversité
- La 6e extinction massive qui menace la diversité animale et végétale invite les pouvoirs publics, la société civile et les citoyens à agir à tous les niveaux.
Le Service de la donnée et des études statistiques (SDES) et l'Agence française pour la biodiversité (AFB) s'inscrivent dans cette démarche en informant et sensibilisant régulièrement l'ensemble des acteurs à la biodiversité par le biais d'indicateurs publiés sur le site de l'Observatoire national de la biodiversité (ONB).
À partir d'une sélection de 27 indicateurs clés commentés, issus de cet observatoire, ce recueil s'attache à présenter, l'état et l'évolution des écosystèmes, des habitats et des espèces françaises, ainsi que les pressions majeures que les activités humaines font peser sur la biodiversité. Il présente, par ailleurs, l'implication de la société pour répondre aux enjeux de préservation de ce patrimoine naturel.*

POLLUTIONS – NUISANCES

- 20465 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT
Air quality in Europe - 2018 report.
<https://www.eea.europa.eu/publications/air-quality-in-europe-2018>
Copenhague, AEE, 2018 - 83 p., graph., tabl., cartes, ann., bibliogr.
col. : EEA Report n° 12/2018
- Le rapport 2018 présente une vue d'ensemble et une analyse actualisées de la qualité de l'air en Europe de 2000 à 2016. Il examine les progrès accomplis dans le respect des normes de qualité de l'air établies dans les deux directives de l'Union Européenne sur la qualité de l'air ambiant et dans celui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il présente également les dernières conclusions et estimations sur l'exposition de la population et des écosystèmes aux polluants atmosphériques ayant les impacts et les effets les plus importants. L'évaluation de l'état de la qualité de l'air repose principalement sur les mesures déclarées de l'air ambiant, ainsi que sur des données de modélisation et des données sur les émissions anthropiques et leur évolution dans le temps.*

TRANSPORT

AUTOMOBILE

- 4549 COMITE DES CONSTRUCTEURS FRANCAIS D'AUTOMOBILES
L'industrie automobile française. Analyse et statistiques - Edition 2018.
<https://ccfa.fr/>
Paris, CCFA, 2018 - 97 p., graph., tabl.
- Monde : production, marchés et parcs, échanges.
 - Europe : marchés et parcs, données sur l'industrie automobile.
 - France : les constructeurs, données sur l'industrie automobile (compétitivité, filière, échanges, recherche et développement), marchés et parcs, transports routiers (volumes et prix), achats d'automobiles (prix, dépenses, financement, commerce), recyclage, impact économique et emploi.
 - Statistiques monde, Europe et France.

ÉCONOMIE DU TRANSPORT

- 22518 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture des transports. Le secteur des transports de marchandises peine à rebondir au troisième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 165 - janvier 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-secteur-des-transports-de-marchandises-peine-rebondir-au-troisieme-trimestre-2018-note-de-rubrique=61&dossier=1338>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 12 p., graph., tabl.
col. : *DATALAB Essentiel - Transport*

LOGISTIQUE

- 24015 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
L'activité des entrepôts et des plateformes logistiques en 2016 : une automatisation encore émergente.
DATALAB Essentiel n° 169 - mars 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lactivite-des-entrepots-et-des-plateformes-logistiques-en-2016-une-automatisation-encore-emergente>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 4 p.
col. : *DATALAB Essentiel - Transport*

TRANSPORT AÉRIEN

- 17314 DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE
DGAC - Rapport environnement 2017.
<http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/rapport-environnement-laviation-civile>
Paris, Ministère de l'environnement, 2018 - 29 p., lexique
Le rapport fait le point des actions conduites par la DGAC, tant au niveau international que national, afin de prévenir les nuisances liées au transport aérien (bruit, émissions polluantes) et de réduire leur impact sur l'environnement. La DGAC contribue également à préparer l'avenir en soutenant la recherche aéronautique.

TRANSPORT DE MARCHANDISES

- 18613 COMMISSION EUROPEENNE, MINISTERE DE L'ECOLOGIE, SUISSE Département fédéral des transports, SUISSE Office fédéral des transports, AUTRICHE Ministère fédéral du transport, ALPIFRET, INFRAS Zurich, ROSINAK & PARTNER, SIGMAPLAN, INTERFACE TRANSPORT, EGIS, WALTER FUSSEIS
Observation et analyse des flux de transports de marchandises transalpins. Rapport annuel 2016.
<https://ec.europa.eu/transport/sites/transport/files/2017-annual-report-covering-the-year-2016.pdf>
Alpifret, SIGMAPLAN, 2018 - 119 p., graph., cartes, ann., lexique
*L'accord sur les transports terrestres (ATT), entré en vigueur le 1er juin 2002, prévoit la mise en place d'un observatoire permanent de suivi des trafics routier, ferroviaire et combiné de marchandises sur un arc alpin, allant de Vintimille à Wechser en Autriche. Cet observatoire, géré par le consortium Sigmaplan, a pour objectif de collecter régulièrement un ensemble de données permettant aux pays de suivre l'évolution des trafics et de planifier des politiques communes de transport.
Ce rapport porte sur le trafic et les transports transalpins sur route et rail. Il analyse la situation de 2014, compare ces données avec celles de 2013 et les inscrit dans un contexte global d'évolution depuis 1999.*

TRANSPORT MARITIME – PORT MARITIME

- 14570 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER, DIRECTION DES AFFAIRES MARITIMES
Flotte de commerce sous pavillon français - juillet 2018.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/marine-marchande-en-france#e4>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 172 p., graph., tabl., ann.
- La Mission de la Flotte de commerce collecte les données concernant l'état de la flotte de commerce sous pavillon français et édite depuis juillet 2000 les documents statistiques selon une périodicité semestrielle.*
En 2000, dans une démarche globale d'uniformisation et de modernisation de l'ensemble de l'information statistique relative à la flotte sous pavillon français, la Direction des Transports Maritimes, Routiers et Fluviaux (DTMRF) a entrepris la révision :
- de la liste des données à recueillir et de leur définition
- des diverses nomenclatures à prendre en compte, dont celles concernant la typologie des navires.
Parallèlement, a été entrepris un travail de recherche afin de confirmer la situation des petits navires secs stationnaires travaillant dans les DOM TOM.

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

- 22622 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
La durée de service des conducteurs routiers de fret poids lourds en 2017.
DATALAB Essentiel n° 161 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/la-duree-de-service-des-conducteurs-routiers-de-fret-poids-lourds-en-2017>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 4 p., graph., tabl.
col. : DATALAB Essentiel - Transport.

TRANSPORT URBAIN

- 8724 OBSERVATOIRE DES DEPLACEMENTS A PARIS, MAIRIE PARIS Direction de la Voirie
Le bilan des déplacements en 2017 à Paris.
<http://www.paris.fr/services-et-infos-pratiques/deplacements-et-stationnement/deplacements>
Paris, Observatoire des déplacements à Paris, 2018 - 51 p., tabl., graph.
- Faits marquants et chiffres de l'année.*
Déplacements des Parisiens, transports en commun, déplacements à vélo, déplacements des piétons, déplacements des personnes à mobilité réduite, circulation, déplacements en deux-roues motorisés, stationnement, déplacements en taxis, déplacements touristiques, transport de marchandises, sécurité des déplacements, pollution atmosphérique, bruit routier, contexte économique.

VIENT DE PARAÎTRE AU CGDD

AMÉNAGEMENT

- 23989 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
COUVERT (N), GUYON (N), SULTAN PARRAUD (J)
Reconstitution de la variable code commune absorbé. Millésimes 1999 et 2001 de Filocom.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2765/752/reconstitution-variable-code-commune-absorbe-millesimes.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2018 - 17 p., tabl.
col. : *Document de travail du SDES n° 40*

Filocom : fichier des logements à la commune.

CONSTRUCTION – LOGEMENT

- 22519 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au quatrième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 170 - mars 2019.
Conjoncture de l'immobilier. Résultats au troisième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 164 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture-de-limmobilier-resultats-au-quatrieme-trimestre-2018>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 7 p., graph.
col. : *DATALAB Essentiel - Logement-Construction*
- 24012 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
DUROS (M)
Analyse économétrique de l'effet des infrastructures de transport sur les prix immobiliers et les revenus des ménages.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/analyse-econometrique-de-leffet-des-infrastructures-de-transport-sur-les-prix-immobiliers-et-les>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 31 p., bibliogr., tabl., graph.
col. : *THEMA Analyse - Logement-Construction*

Ce Théma offre un panorama des méthodes d'évaluation ex-post des politiques de transport, ainsi que des problématiques que soulève chacune d'entre elles. Afin d'illustrer comment ces dernières peuvent être appliquées, une étude de l'effet du prolongement de la ligne de métro 13 à Asnières-sur-Seine et Gennevilliers sur le prix de l'immobilier et le revenu des ménages est présentée. Cette étude révèle que l'ouverture des lignes de métro a engendré une augmentation d'environ 5 % du revenu par unité de consommation des ménages dans un périmètre de 0 à 1 kilomètre des stations, entre 2002 et 2010.
- 22847 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Le parc locatif social au 1er janvier 2018.
DATALAB Essentiel n° 160 - novembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-locatif-social-au-1er-janvier-2018>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 11 p., cartes, tabl., graph.
col. : *DATALAB Essentiel - Logement-Construction*

ÉNERGIE – MATIÈRES PREMIÈRES

- 22525 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture énergétique. Quatrième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 167 - février 2019.
Conjoncture énergétique. Troisième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 158 - novembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/conjoncture-energetique-trimestrielle-quatrieme-trimestre-2018?rubrique=&dossier=191>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 10 p., graph., tabl., lexique
col. : DATALAB Essentiel - Energie
- 21561 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan énergétique de la France pour 2017.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-pour-2017>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 175 p., tabl., graph., ann., lexique
col. : DATALAB - Energie
- Le bilan de l'énergie présente les flux des différents produits énergétiques de la France pour une année donnée : approvisionnement national, activité de transformation, consommation finale tant pour les activités énergétiques que non énergétiques. Il analyse le contexte économique et énergétique, la demande d'énergie primaire, la production et les échanges extérieurs, la transformation et l'acheminement d'énergie, la consommation par énergie et par secteur, l'intensité énergétique, les émissions de CO₂, la facture énergétique. Le taux d'indépendance énergétique recule d'un demi-point en 2017, à 53 %. En effet, la production primaire baisse en raison du repli de la production nucléaire et hydraulique, tandis que la consommation primaire est stable. Corrigée des variations climatiques, celle-ci croît légèrement, tirée par la hausse de la consommation finale de 1,5 %. Cette dernière augmente notamment dans les transports, malgré la baisse de la consommation de gazole, dans le tertiaire et dans le résidentiel, à climat constant. En revanche, elle continue à baisser dans l'industrie. Les ménages, entreprises et administrations ont, au total, dépensé 154 Md€ pour leur consommation d'énergie, dont 69 Md€ correspondent à la rémunération d'activités nationales, 50 Md€ aux taxes et 35 Md€ aux importations nettes de produits énergétiques. L'énergie représente 8,5 % du budget des ménages. Cette part augmente de 0,2 point en 2017, en raison principalement de la hausse des prix des carburants.*
- 23539 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan énergétique de la France métropolitaine en 2017. Données définitives. DATALAB Essentiel n° 162 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-en-2017-synthese>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 1-4
col. : DATALAB Essentiel - Energie
- 23997 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Bilan physique et monétaire du pétrole et des biocarburants 2011-2016.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-physique-et-monetaire-du-petrole-et-des-biocarburants-2011-2016>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 40 p., ann., lexique, tabl., graph.
col. : DATALAB - Energie
- Le Service de la donnée et des études statistiques s'est donné pour objectif de compléter son traditionnel bilan de l'énergie exprimé en unités physiques par son équivalent exprimé en euros (voir cote 21561). Cette publication constitue le quatrième volet de ce projet, consacré au pétrole, aux produits pétroliers et aux biocarburants, après l'électricité (voir cote 23689), le charbon (voir cote 23758), et le gaz naturel (voir cote 23854).*

ÉNERGIE FOSSILE

- 22907 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Les ventes de produits pétroliers en 2017. Résultats par produit et par département (France métropolitaine).
DATALAB Essentiel n° 159 - novembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-ventes-de-produits-petroliers-en-2017-resultats-par-produit-et-par-departement-france>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 4 p., tabl., cartes
col. : *DATALAB Essentiel - Energie*

POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

- 23833 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Les dépenses publiques de recherche et développement (R&D) en énergie en 2017. Rebond des moyens alloués à la recherche sur le nucléaire.
DATALAB Essentiel n° 166 - février 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-depenses-publiques-de-r-et-d-en-energie-en-2017-rebond-des-moyens-alloues-la-recherche-sur-le>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 4 p.
col. : *DATALAB Essentiel - Energie*

- 23982 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
CROS (C), GAILLAUD (JF), GALIN (R), GELDRON (A), VIDAL (O), FIZAINÉ (F)
Transition énergétique et ressources minérales. Les défis à relever.
Actes du séminaire du 9 avril 2018.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 62 p.
col. : *THEMA Analyse - Transition*

Les Actes du séminaire organisé le 9 avril 2018 par le CGDD sur « Transition énergétique et ressources minérales : les défis à relever » regroupent les présentations des différents intervenants ainsi que leur synthèse.

Ces interventions ont permis de rappeler les objectifs d'efficacité énergétique et d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique français et d'avoir un aperçu de l'état des connaissances sur les besoins en ressources minérales de la transition énergétique française ainsi que des enjeux économiques et environnementaux associés.

ENVIRONNEMENT

- 23984 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
JARDI (X), VERGEZ (A)
Commerce international et environnement. Vers des accords de 3e génération ?
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/commerce-et-lenvironnement#e0>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 -
col. : *THEMA Analyse - Economie*

La controverse liée au CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement - accord entre l'UE et le Canada), et la difficile mise en œuvre du « plan d'action CETA » révèlent que le modèle actuel des accords de deuxième génération ne permet pas de porter l'ambition française d'un profond renouvellement de la politique commerciale européenne. Par conséquent, la France pourrait proposer un nouveau modèle d'accord commercial « de troisième génération » permettant de réconcilier politiques environnementales et commerciales et de faire du commerce un levier pour l'atteinte des objectifs environnementaux.

Pour ce faire, le commerce doit être pensé comme un moyen d'améliorer le bien-être des populations, et non comme une finalité en soi. L'enjeu est au moins triple :

- mettre en cohérence la politique commerciale avec les grands objectifs environnementaux (climat, biodiversité, qualité de l'air, etc.),*
- réconcilier les citoyens avec la politique commerciale européenne,*
- inciter à la mise en œuvre des accords multilatéraux environnementaux en liant les concessions commerciales à l'atteinte de leurs objectifs.*

CHANGEMENT CLIMATIQUE

17567 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT, OBSERVATOIRE NATIONAL SUR LES EFFETS DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE, CAISSE DES DEPOTS Climat Recherche, INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS

Chiffres clés du climat France, Europe et Monde.- Édition 2019.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2764/1072/chiffres-cles-climat.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 79 p., tabl., cartes, graph., lexique col. : DATALAB - Climat

Cette publication a pour ambition d'informer sur le réchauffement climatique, ses mécanismes, ses causes et effets ainsi que sur les dispositifs internationaux mis en place pour le circonscrire.
Édition 2019 : cette version a été actualisée et enrichie par une analyse sur la tarification du carbone comprenant l'ajout de données sur les revenus issus de la tarification du carbone dans le monde.

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
VERSMISSE (J), MAUBANT (AH), ALLIGAND (G)

L'évaluation environnementale, démarche d'amélioration des projets.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/evaluation-environnementale#e6>
THEMA Essentiel - Environnement, p. 1-4
01/03/2019

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
GUILLEMOT (A), RODRIGUES (B)

L'enquête publique modernisée.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
THEMA Essentiel - Environnement, p. 1-4
01/01/2019

MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
HUBERT (S)

Préjudice écologique, bien dimensionner la réparation des dommages.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
THEMA Essentiel - Biodiversité, p. 1-4
01/12/2018

- 23891 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, CEREMA, AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE
HUBERT (S), RIBEYRE (R), BILLON (V), BILLY (V de)
Compensation écologique des cours d'eau. Exemples de méthode de dimensionnement.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 186 p., ann., tabl., graph., bibliogr.
col. : *THEMA Balises - Biodiversité*
- Les méthodes de dimensionnement de la compensation écologique spécifiques aux cours d'eau sont particulièrement nombreuses aux États-Unis. Elles permettent de comparer des pertes écologiques engendrées par un projet à des gains écologiques liés à la mise en œuvre de mesures de compensation.*
Après une présentation du contexte de la compensation aux États-Unis, le présent document aborde le fonctionnement global des méthodes recensées et s'efforce de les comparer, notamment en termes de critères mobilisés et de prescriptions complémentaires formulées. Il s'interroge enfin sur les possibilités de transposition de certaines méthodes américaines en France.
- 23995 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
GAUBERT (H), HUBERT (S)
Comment réparer des dommages écologiques graves ?
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 87 p., tabl., graph., lexique, ann.
col. : *THEMA Analyse - Biodiversité*
- Reconnu par la jurisprudence dans l'affaire de l'Erika (septembre 2012), le préjudice écologique est désormais inscrit dans l'article 4 de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 qui dispose que « toute personne responsable d'un préjudice écologique est tenue de le réparer ». Pour permettre l'application de cette nouvelle législation, l'utilisation de méthodes qui permettront d'évaluer puis de réparer les dommages écologiques est indispensable.*
Ce document s'inscrit dans le prolongement des travaux visant à élaborer une méthode d'évaluation biophysique proportionnée aux dommages et ayant fait l'objet d'une publication en mai 2017 : Comment réparer des dommages écologiques de moindre gravité ? (voir cote 23527). Il décrit une méthode d'évaluation biophysique adaptée à des dommages graves.
- 18863 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
Rapport sur l'activité des autorités environnementales locales en 2016.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/lautorite-environnementale#e3>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 36 p., graph., ann., lexique
- L'évaluation environnementale vise à prendre en compte les enjeux environnementaux au moment de la conception des plans et programmes et des projets, pour éclairer les choix de développement et leurs impacts sur l'environnement.*
L'autorité environnementale relève, selon les cas, soit de l'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (Ae CGEDD), du ministre de l'environnement ou, au niveau local, des préfets de région. Depuis le 12 mai 2016, les missions régionales d'autorité environnementales du CGEDD (MRAe) sont compétentes pour les projets faisant l'objet d'une saisine de la commission du débat public, lorsqu'ils ne relèvent pas de l'Ae CGEDD. Les préfets et les MRAe s'appuient sur les DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) qui préparent les décisions ou les avis.
En 2016, plus de 4 300 décisions suite à un examen au cas par cas, et 2 700 avis ont été produits, soit une hausse de l'activité de 9 % pour les décisions et de 8 % pour les avis.

ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

- 24013 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
EFESE. La séquestration de carbone par les écosystèmes en France.
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/collection-thema#e2>
Paris, Documentation française (La), 2019 - non pag., ann., lexique, tabl., bibliogr.
col. : *THEMA Analyse - Biodiversité*

Cette évaluation du service écosystémique de séquestration du carbone in situ à l'échelle de la France s'inscrit dans le cadre du programme EFESE (Évaluation Française des Écosystèmes et des Services Écosystémiques). Il s'agit de la première évaluation unifiée du cycle du carbone à l'échelle française conduite dans l'optique d'améliorer sa prise en compte dans la décision. La méthode utilisée repose sur une caractérisation de ce service pour différents types d'écosystèmes couvrant l'ensemble du territoire français. Les données collectées permettent de formuler des ordres de grandeur pertinents qui aident à prendre la mesure des enjeux associés à l'échelle nationale. Ces mêmes données sont mobilisées pour proposer des valeurs de référence utiles au niveau local afin d'améliorer la prise en compte de ce service écosystémique dans les décisions susceptibles d'affecter les écosystèmes, notamment pour les évaluations socio-économiques des projets et des investissements publics.

MILIEU NATUREL

- 24014 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
GAUCHE (M), KRASZEWSKI (M)
L'eau dans les stations de ski : une ressource sous pression.
DATALAB Essentiel n° 168 -mars 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/leau-dans-les-stations-de-ski-une-ressource-sous-pression>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 4 p.
col. : *DATALAB Essentiel - Territoire*

- 23887 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques, AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE, OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA BIODIVERSITE
Biodiversité. Les chiffres clés - Édition 2018.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2764/488/biodiversite-chiffres-cles-edition-2018-1.html>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 90 p., cartes, graph., ann., lexique
col. : *DATALAB - Biodiversité*

La 6e extinction massive qui menace la diversité animale et végétale invite les pouvoirs publics, la société civile et les citoyens à agir à tous les niveaux.

Le Service de la donnée et des études statistiques (SDES) et l'Agence française pour la biodiversité (AFB) s'inscrivent dans cette démarche en informant et sensibilisant régulièrement l'ensemble des acteurs à la biodiversité par le biais d'indicateurs publiés sur le site de l'Observatoire national de la biodiversité (ONB).

À partir d'une sélection de 27 indicateurs clés commentés, issus de cet observatoire, ce recueil s'attache à présenter, l'état et l'évolution des écosystèmes, des habitats et des espèces françaises, ainsi que les pressions majeures que les activités humaines font peser sur la biodiversité. Il présente, par ailleurs, l'implication de la société pour répondre aux enjeux de préservation de ce patrimoine naturel.

PROSPECTIVE

- 23986 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE FRANCAISE POUR LA BIODIVERSITE, FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR LA BIODIVERSITE
Rencontres Sciences pour l'action. Prospectives pour la biodiversité. Porquerolles – 9-11 octobre 2017.
Paris, Agence française pour la biodiversité, 2018 - 62 p., graph., tabl., ann.
Programme : Sciences pour l'action
- Avec la mise en œuvre de la loi du 8 août 2016 pour la "reconquête" de la biodiversité et la révision de plusieurs politiques publiques (climat, littoral, etc.), le ministère de la Transition écologique et solidaire, l'AFB (Agence française pour la biodiversité) et la FRB (Fondation pour la recherche sur la biodiversité) ont lancé une action de prospective pour la biodiversité.*
- De 2017 à 2019 sont organisées des rencontres ayant pour finalité l'appropriation des résultats de la recherche par les politiques publiques et les acteurs concernés. Ces rencontres, menées par le biais d'ateliers thématiques, ont pour objectif d'élaborer des recommandations pour soutenir la production et la diffusion de connaissances, et améliorer la mise en œuvre de l'action publique en faveur de la biodiversité.*
- Les premiers ateliers ont eu lieu du 9 au 11 octobre 2017 sur l'île de Porquerolles, en partenariat avec le Parc national de Port-Cros.*

TRANSPORT

- 24008 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
SERRE (P)
Les firmes multinationales françaises des transports et de l'entreposage réalisent un tiers de leur activité à l'étranger.
DATALAB Essentiel n° 163 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-firmes-multinationales-francaises-des-transports-et-de-lentreposage-realisent-un-tiers-de-leur>
Paris, Ministère de l'écologie, 2018 - 4 p.
col. : DATALAB Essentiel - Transport

ÉCONOMIE DU TRANSPORT

- 22518 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
Conjoncture des transports. Le secteur des transports de marchandises peine à rebondir au troisième trimestre 2018. DATALAB Essentiel n° 165 - janvier 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-secteur-des-transports-de-marchandises-peine-rebondir-au-troisieme-trimestre-2018-note-de?rubrique=61&dossier=1338>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 12 p., graph., tabl.
col. : DATALAB Essentiel - Transport

LOGISTIQUE

- 24015 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
L'activité des entrepôts et des plateformes logistiques en 2016 : une automatisation encore émergente.
DATALAB Essentiel n° 169 - mars 2019.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lactivite-des-entrepots-et-des-plateformes-logistiques-en-2016-une-automatisation-encore-emergente>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2019 - 4 p.
col. : DATALAB Essentiel - Transport

TRANSPORT MARITIME – PORT MARITIME

- 23996 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
L'activité des ports maritimes français repart en 2017.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lactivite-des-ports-maritimes-francais-repart-en-2017>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 27 p., tabl., graph., lexique
col. : DATALAB - Transport
- Après plusieurs années de stagnation consécutives à la crise financière de 2008, l'activité des ports maritimes français repart à la hausse en 2017. Cette reprise a surtout favorisé les marchandises conteneurisées et en roulier. Les échanges se font principalement avec des ports européens, en particulier ceux du Royaume-Uni, qui est le premier partenaire de la France pour le commerce maritime. Concernant les autres continents, les échanges sont plutôt importateurs, sauf pour l'Asie où la balance est équilibrée avec un trafic dominé par les conteneurs. Malgré un déclin continu depuis de nombreuses années, les vracs pétroliers conservent une place importante en raison des besoins énergétiques de la France. En nombre de passagers, le trafic augmente régulièrement depuis plusieurs années en Méditerranée grâce aux activités de croisière.*

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

- 22622 MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, CGDD Service de la donnée et des études statistiques
La durée de service des conducteurs routiers de fret poids lourds en 2017.
DATALAB Essentiel n° 161 - décembre 2018.
<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/la-duree-de-service-des-conducteurs-routiers-de-fret-poids-lourds-en-2017>
Paris, Ministère de la transition écologique, 2018 - 4 p., graph., tabl.
col. : DATALAB Essentiel - Transport

**Ministère de la Transition
écologique et solidaire**
92055 La Défense CEDEX
Tél. : 01 40 81 21 22

